

Ares(2022) 1499976 – 01.03.2022

**QUESTIONNAIRE to be used for biennial reporting
on the application of the IUU Regulation**

Reporting period 2020-2021 (deadline for submission 30 April 2022)

Member State:	France
Organisation:	Direction Générale des Affaires Maritimes, des Pêches et de l’Aquaculture (DGAMPA) Ministère de la Mer
Date:	
Name, position and contact details of responsible official:	<ul style="list-style-type: none"> ▪ [REDACTED] ▪ [REDACTED] ▪ [REDACTED] ▪ [REDACTED] ▪ [REDACTED] ▪ [REDACTED]

May the Commission provide a copy of this questionnaire to other Member States and the European Fisheries Control Agency?	
Yes:	
Yes except for questions (list):	<p>Non, pour tout ce qui touche aux contrôles douaniers et aux procédures douanières.</p> <p>En France, la douane est l’administration compétente pour le contrôle des certificats de capture à l’importation et à la réexportation. La mise en œuvre de ces contrôles s’inscrit donc dans des problématiques douanières. Si l’échange de méthodologies de contrôle entre administrations douanières ne pose pas de problème, il n’en va pas de même lorsque des administrations non douanières sont impliquées ; le processus de contrôle douanier ne pouvant leur être diffusé.</p>
No:	

Please check if your notified authorities under the IUU Regulation (Articles 15.2, 17.8 and 21.3) correspond with the latest version of the Official Journal:

[https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:52021XC0215\(01\)](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:52021XC0215(01))

If not, please provide the updated notification to DG MARE through the Functional mailbox: MARE-NOTIFICATIONS-IUU-1005-2008@ec.europa.eu

Please state your notified authorities under the IUU Regulation in accordance with Article 39.4 (nationals):

C'est le Service de la pêche maritime et de l'aquaculture durable en lien avec le Service des flottes et des marins qui serait en mesure de fournir des informations relatives aux ressortissants qui seraient impliqués dans des activités INN. Si un pays tiers requiert des informations concernant un ressortissant français à bord d'un navire battant son pavillon, il doit simplement présenter une demande d'assistance par les voies dédiées (entraide judiciaire, voie diplomatique, etc.). Ces ressortissants ne sont toutefois susceptibles d'être connus de l'administration chargée de la mer en tant que gens de mer que s'ils ont à minima obtenu des titres de formation professionnelle maritime en France. À ce jour, le Service des flottes et des marins n'a jamais été sollicitée pour une quelconque implication de ressortissants français dans un cas de pêche INN, sur un navire étranger. Aucune sollicitation d'un État tiers n'a également été reçue par les autorités françaises (Ministère des Affaires Étrangères, Ministère de la Justice).

Liste des acronymes :

- CNSP : Centre National de Surveillance des Pêches
- PNCC : Pôle National de Certification des Captures
- CRPM : Code Rural et de la Pêche Maritime
- DGDDI : Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects
- DGAMPA : Direction Générale des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l'Aquaculture
- DGTM : Direction Générale des Territoires et de la Mer de Guyane
- SARC : Service d'Analyse de Risques et de Ciblage
- DGAL : Direction Générale de l'Alimentation

Section 1. Information on legal framework¹

Please transmit your national law and/or any administrative guides for the implementation of Council Regulation (EC) No 1005/2008 on illegal, unreported and unregulated fishing (IUU Regulation). If available, please provide the link to the official national database.

- Arrêté du 22 décembre 2009 relatif au schéma de certification des captures pour les importations sur le territoire communautaire français à partir des navires de pêche de pays tiers et pour les exportations à destination des pays tiers des produits de la pêche visés par la réglementation communautaire sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée :
<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000021540908/>
- Arrêté du 22 décembre 2009 fixant la liste des ports désignés ainsi que les modalités de débarquement et de transbordement ou d'accès aux services portuaires des navires de pêche battant pavillon tiers dans le cadre de la réglementation communautaire sur la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée :
<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000021540884/#:~:text=Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s-.Arr%C3%AAt%C3%A9%20du%2022%20d%C3%A9cembre%202009%20fixant%20la%20liste%20des%20ports.illicite%2C%20non%20d%C3%A9clar%C3%A9e%20e%20n%20n>
- Arrêté du 3 novembre 2011 portant création d'un registre national des infractions à la politique commune de la pêche :
<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000024834649/>
- Arrêté du 14 octobre 2021 relatif à la mutualisation de la certification des captures à l'exportation au sein de la direction départementale des territoires et de la mer du Pas-de-Calais :
<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000044289791/>

¹ This section 1 is to be filled-in by all Member States i.e. coastal and landlocked Member State.

Section 2. Information on administrative organisation²

2.1. Please provide information on your administrative organisation for the implementation of Council Regulation (EC) No 1005/2008 on illegal, unreported and unregulated fishing (IUU Regulation), in particular as regards:

- port inspections (Chapter II);
- catch certification scheme (Chapter III).

If different authorities/services are involved in the implementation of the IUU Regulation, please distinguish between:

- the control of direct landings of third country fishing vessels: Ce sont les inspecteurs des pêches qui effectuent ce type de contrôles physiques. Le CNSP est en charge des contrôles documentaires, des notifications préalables et des autorisations d'accès aux ports. Les bureaux des douanes sont en charge de toutes les formalités de dédouanement.
- validation of catch certificates upon exports: En France les autorités compétentes pour la validation des certificats de capture à l'exportation sont le CNSP ainsi que le PNCC de Boulogne-sur-Mer.
- checks and verifications of catch certificates for imports under direct landing: Ce sont les bureaux des douanes qui sont en charge de la vérification des certificats de capture et des formalités douanières en cas de débarquements directs.
- checks and verifications of catch certificates for imports arriving by other means than fishing vessels (e.g. by containers, trucks): Les bureaux des douanes assurent ces vérifications.
- validation and verifications of re-exports: Le bureau de douane d'exportation vise le volet réexportation du certificat de capture. Le bureau de douane d'importation vérifie le volet réexportation du certificat si des marchandises reviennent en France après avoir séjourné dans un autre pays sans avoir subi de transformation.

In addition (if different authorities/services are involved), please explain and describe:

a) vertical co-operation (between local/regional authorities and head-quarter):

La direction générale des douanes (DGDDI) est en charge du pilotage des contrôles et du transfert des alertes communautaires au service de ciblage et aux bureaux de douane. Elle élabore des instructions de contrôle en traduisant et coordonnant la réglementation INN et douanière. Elle décide de la conduite à tenir en cas d'alerte de fraude. Elle répond, généralement par envoi d'échantillon de documents de capture, aux demandes d'assistance de la Commission permettant une remontée d'information sur les flux français de produits de la pêche.

Un service national (le SARC – *Service d'analyse de risque et de ciblage*) est en charge exclusivement de l'analyse de risque. Il identifie les potentiels risques de fraude et élabore des outils de contrôle permettant d'identifier et de contrôler systématiquement les marchandises les plus à risque.

Au niveau local, les bureaux de douane contrôlent les marchandises soumises à certificat au moyen des instructions de contrôle et du ciblage préalablement diffusées par le SARC. La procédure de sélection des dossiers par ciblage est automatisée, les agents vérificateurs voient apparaître en temps réel les importations ciblées sur un écran de veille. Les directions régionales

² This section 2 is to be filled-in by all Member States i.e. coastal and landlocked Member State.

décident des suites à accorder au contrôle sur la base des instructions de la direction générale. En cas de doutes quant à des importations et des certificats de capture, les bureaux de douane, au niveau local, saisissent le Bureau de Liaison Unique (BLU) de la DGAMPA. Pour la coordination, le bureau JCF2 de la DGDDI est en copie de tous les échanges entre les services régionaux et le BLU-France.

b) co-operation between different authorities and allocation of tasks for various authorities in the implementation of the IUU Regulation (Fisheries, Health, Customs, Coast Guard, Navy, etc.).

La direction générale des douanes est en contact permanent avec le BLU pour les aspects réglementaires et opérationnels. Les relations avec la DGAL, responsable du contrôle sanitaire, sont moins fréquentes du fait du « *single window system* » mis en place entre TRACES et l'application de traitement des déclarations en douane.

Le CNSP, qui contrôle les débarquements directs de navires tiers, peut consulter le BLU en cas de doute sur les certificats de capture qui sont présentés par les professionnels.

2.2. How many officials are involved in the implementation of the catch certification scheme?

Please specify the number of officials expressed in Full Time Equivalent (FTE):

• for checks and verifications in accordance with Articles 16 and 17;

À l'importation et à la réexportation, les contrôles sont effectués par les services douaniers, lors des opérations de dédouanement. Ainsi, tous les agents en poste sont susceptibles d'effectuer les contrôles sur les certificats de capture. L'action de lutte contre la pêche INN étant difficile à isoler vis-à-vis de l'ensemble des missions des douanes, il ne leur est pas possible de fournir le nombre exact d'ETP impliqués dans le schéma de certification des captures pour la période 2020-2021.

• for validation of catch certificates and re-export certificates in accordance with Articles 15.2 and 21.3.

- En 2020 : 15 ETP
- En 2021 : 15 ETP

2.3. Does your country have freezones/freeports³ in which activities relevant to importation/exportation/processing of fishery products are authorised?

Yes No

If yes, please provide a list of such zones/ports.

La France dispose de deux zones franches régies selon les dispositions des articles 243 et suivants du Code des douanes de l'Union : sur le port du Verdon (Bordeaux) et en Guyane.

Seule la zone franche du Verdon est active (il n'y a aucune activité dans la zone créée en Guyane).

³ https://ec.europa.eu/taxation_customs/business/customs-procedures/what-is-importation/free-zones_en

Section 3. Information on access to ports, including for direct landings and transhipments of fishery products, by third country fishing vessels⁴ (and information on related port inspections and confirmed infringements)⁵

3.1. Does your country have designated ports for access to port services or direct landings or transhipment of fishery products by third country fishing vessels (Article 5 of the IUU Regulation⁶)?

Yes No

If yes, please check if your list of designated ports in accordance with Article 5.3 corresponds to the latest version of the Office Journal:

[EUR-Lex - 52021XC1201\(03\) - EN - EUR-Lex \(europa.eu\)](#)

If not, please provide the updated notification to DG MARE through the Functional mailbox: MARE-NOTIFICATIONS-IUU-1005-2008@ec.europa.eu

3.2. In years 2020 and 2021 respectively, how many times have third country fishing vessels been granted authorisation to access designated ports in your country only for repair/maintenance/supply?⁷

En 2020 : 9 demandes d'accès aux ports désignés ont été formulées par des navires de pays tiers, uniquement pour l'utilisation des services portuaires.

En 2021 : 10 demandes d'accès aux ports désignés ont été formulées par des navires de pays tiers, uniquement pour l'utilisation des services portuaires.

3.3. How many landings and transhipments in designated ports by third country fishing vessels have been recorded by your country between 1 January 2020 until 31 December 2021? How many inspections did your country carry out and how many infringements have been detected?

Please fill-in the table below (2020):

Inspections of third country vessels in Member States ports (2020)							
Type of operation	Vessels	Figures (2020)	Flag of the third country vessel(s) ⁸				
			VEN	GRD	MG	FRA (TF)	Total
Landings	Non-EU vessels using MS designated ports	Number of landings	380	28	37	24	469
		Number of inspections	34	22	1	23	80
		% of inspections / landings	8,90 %	78,60 %	2,70 %	95,80 %	17,06 %

⁴ Fishing vessels as defined in article 2.5 of the IUU Regulation.

⁵ This section 3 refers to Chapter II (Articles 4 to 11) of the IUU Regulation and is applicable to coastal Member States. Landlocked Member States should not fill in this section.

⁶ Please note that ports designated under Regional Fisheries Management Organisations must also be designated under the IUU Regulation with restrictions if necessary (species, etc.).

⁷ It is reminded that provisions of Chapter II apply to third country fishing vessels aiming to access EU ports for port services, even in cases they do not carry fishery products on board and therefore no landing or transhipment operation is foreseen. Only designated ports in accordance with Article 5 can be used in this context.

⁸ ISO Alpha-2 country codes.

		Number of infringements		4	1	0	0	5
Transshipments	Non-EU vessels using MS designated ports	Number of transshipments in ports		0	0	0	0	0
		Number of inspections		/	/	/	/	/
		% of inspections / transshipments		/	/	/	/	/
		Number of infringements		/	/	/	/	/

Please fill-in the table below (2021):

Inspections of third country vessels in Member States ports (2021)								
Type of operation	Vessels	Figures (2021)	Flag of the third country vessel(s) ⁹					Total
			GBR	VEN	MG	GRD	FRA (TF)	
Landings	Non-EU vessels using MS designated ports	Number of landings	519	528	52	25	24	1148
		Number of inspections	36	81	1	9	23	150
		% of inspections / landings	6,90 %	15,30 %	1,90 %	36,00 %	95,80 %	13,10 %
		Number of infringements	9	3	0	0	1	13
Transhipments	Non-EU vessels using MS designated ports	Number of transhipments in ports	0	0	0	0	0	0
		Number of inspections	/	/	/	/	/	/
		% of inspections / transhipments	/	/	/	/	/	/
		Number of infringements	/	/	/	/	/	/

3.4. From the figures above, in the cases where your country detected infringements concerning third country vessels, please specify for each infringement the flag, the vessel's name, the type of infringement and the measures taken / sanction imposed (Article 11 of the IUU Regulation).

Please fill-in the table below (2020): Se référer à l'annexe 1 pour le détail des infractions recensées par la DGTM Guyane en 2020 (infractions en vert)

Flag of the third country vessel ¹⁰	Name of the third country fishing vessel	Type of infringements	Measures taken
Brésil	61	Pêche non autorisée	Saisie captures / saisie engin / saisie équipement / saisie navire
Suriname	32	Pêche non autorisée	Saisie captures / saisie engin / saisie équipement
Guyana	21	Pêche non autorisée	Saisie captures / saisie engin / saisie équipement
Venezuela	15	Pêche non autorisée	Saisie captures / saisie engin / saisie équipement
Sint Maarten		Pêche maritime non autorisée dans les eaux maritimes ou salées	Saisie du navire par ordonnance du juge des

⁹ ISO Alpha-2 country codes.

¹⁰ ISO Alpha-2 country codes.

		françaises par un navire tiers à l'UE	libertés et de la détention de Basse-Terre du 05/02/2020
--	--	---------------------------------------	--

Please fill-in the table below (2021): Se référer à l'annexe 2 pour le détail des infractions recensées par la DGTM Guyane en 2021 (infractions en vert)

Flag of the third country vessel ¹¹	Name of the third country fishing vessel	Type of infringements	Measures taken
Brésil	87	Pêche non autorisée	Saisie captures / saisie engin / saisie équipement / saisie navire
Suriname	42	Pêche non autorisée	Saisie captures / saisie engin / saisie équipement
Guyana	20	Pêche non autorisée	Saisie captures / saisie engin / saisie équipement
Venezuela	12	Pêche non autorisée	Saisie captures / saisie engin / saisie équipement

Venezuela		Omissions dans le certificat de capture	Saisie des produits de la pêche
		Omissions dans le certificat de capture	Saisie des produits de la pêche
		Pêche dans une zone interdite (réserve)	Saisie des engins et procédure judiciaire
		Omissions dans le certificat de capture	Procédure judiciaire (et immobilisation du navire au Vénézuéla)
		Omissions dans le certificat de capture	Amende administrative
Grenade		Omissions dans le certificat de capture	Procédure judiciaire
Royaume-Uni		Pêche sans autorisation	Saisie du navire, des engins et du produit de la pêche

3.5. Please provide:

- the quantities of fish landed by third countries' fishing vessels in your designated ports in 2020 and 2021, respectively (by species and flag of the vessels);
- the quantities of fish transhipped from third countries' fishing donor vessels (to third countries or EU fishing receiving vessels) in your designated ports in 2020 and 2021, respectively (by species and flag of the vessels);

¹¹ ISO Alpha-2 country codes.

Please fill-in the table below (landings):

Landings in 2020		Landings in 2021	
Flag of the third country vessel ¹²	Landed quantities by species	Flag of the third country vessel ¹³	Landed quantities by species
FRA (TAAF)	LEGINE AUSTRALE: 3984630 LANGOUSTE DE ST.PAUL: 349317 GRENADIER: 240756 CERNIER DE ST-PAUL: 27625 ROUFFE ANTARCTIQUE: 25732 SAINT-PAUL (FAUSSE MORUE):18064 SÉRIOLE CHICARD: 10116 BLEU: 10028 ESCOLIER: 3760 RAIE RUGUEUSE: 2298 PIEUVRES, POULPES NCA: 1850 POISSONS MARINS NCA: 1150 RAIE D'EATON: 1118 MORO COMMUN: 145 BERYX ROUGE: 10	FRA (TAAF)	LEGINE AUSTRALE: 6870471 LANGOUSTE DE ST.PAUL: 375255 GRENADIER: 368643 BLEU: 26904 SAINT-PAUL(FAUSSE MORUE): 14319 ROUFFE ANTARCTIQUE: 13931 POLYPRION SPP: 13776 CERNIER DE ST-PAUL: 10232 SÉRIOLE CHICARD: 5211 POISSONS MARINS NCA: 4860 ESCOLIER: 4200 PIEUVRES, POULPES NCA: 2607 RAIE D'EATON: 2177 RAIE RUGUEUSE: 1776 PLAGIOGENEION RUBIGINOSUM: 1422 CERNIER COMMUN: 865 RAJA TAAF: 186 MORO COMMUN: 162 ROUFFE IMPERIAL: 40 HELICOLENUS MOUCHEZI: 34 SERRANS NCA: 11
VEN	VIVANEAU ROUGE: 1347570 VIVANEAU TI YEUX: 143166 LUTIANIDÉS NCA: 29430 PERROQUETS NCA: 20605 CORYPHÈNE COMMUNE: 18833 MÉROU (MYCTEROPERCA): 18542 LANGOUSTE BLANCHE: 15230 VIVANEAU SORBE: 11448 MARGNAN SABRE: 6052 SARBE JAUNE: 4061 VOILIER DE L'ATLANTIQUE: 3635 POISSONS MARINS NCA: 2220 CAPITAINE ROYAL: 1980 CHINCHARD D'EUROPE: 1930 HAEMULON PLUMIERI: 1840 CHIRURGIENS NCA: 1740 VIVANEAU QUEUE JAUNE: 1585 MÉROU COURONNÉ: 1470 PIEUVRE: 1390 MÉROU (EPINEPHELUS): 1300 THAZARD: 1241	VEN	VIVANEAU ROUGE: 1141686 VIVANEAU TI YEUX: 144650 LUTIANIDÉS NCA: 115970 PERROQUETS NCA: 75601 VIVANEAU SORBE: 53393 CORYPHÈNE COMMUNE: 52160 MÉROU (MYCTEROPERCA): 38246 PIEUVRE: 30716 LANGOUSTE BLANCHE: 26861 MARGNAN SABRE: 15197 VOILIER DE L'ATLANTIQUE: 14806 VIVANEAU QUEUE JAUNE: 13080 SARBE JAUNE: 11043 MÉROU COURONNÉ: 10700 LABRE CAPITAINE: 10590 CHIRURGIENS NCA: 9902 HAEMULON PLUMIERI: 9033 VIVANEAU GAZOU: 8398 THAZARDS NCA: 6205 THAZARD: 5739 POISSONS MARINS NCA: 5540

¹² ISO Alpha-2 country codes.

¹³ ISO Alpha-2 country codes.

	<p>CHIRURGIEN NOIR: 350 THAZARD RAYÉ INDO-PACIFIQUE: 250 THON OBESE: 128 REQUINS, RAIES, ETC. NCA: 100 BAR COMMUN: 70 VIVANEAU GAZOU: 60 RAIE BLANCHE: 50 MÉROU COMÈTE: 15</p>		<p>LINGUE FRANCHE: 4227 VIVANEAU NCA: 3200 REQUINS, RAIES, ETC. NCA: 2671 PSEUDOPERCIS NUMIDA: 1670 PSEUDUPENEUS MACULATUS: 405 ERYTHROCLES MONODI: 250 SYNCOMISTES KIMBERLEYENSIS: 242 VIVANEAU ROYAL: 210 DIV.RAIES: 200 SYNGNATHUS VARIEGATUS: 198 BELONOPHAGO HUTSEBOUTI: 170 BADECHE BONACI: 154 ACANTHOLINGUA OHRIDANA: 150 CHINCHARD D'EUROPE: 150 ODONTOMACRURUS MURRAYI: 100 MERLU LUMINEUX: 80 ENCORNET: 70 GERMON: 60 ACOUPA ROYAL: 50 REQUIN TIQUEUE: 50 REQUIN BORDE: 31 POISSON-LAPIN: 15 REQUIN-HA (HA): 4</p>
MD	<p>PIEUVRES, POULPES NCA: 76211 VIVANEAU RUBIS: 9505 VIVANEAU ROUILLÉ: 8061 MÉROU MALABAR: 7046 ALBACORE: 6993 EMPEREUR MAHSENA: 5509 VIVANEAU JOB: 5082 VIVANEAU TETU: 3030 CALMARS: 3003 THAZARD-BÂTARD: 2873 COLAS FIL: 2393 VIVANEAU ROUGE: 2282 THAZARD RAYÉ INDO-PACIFIQUE: 1908 VIVANEAU DES MANGROVES: 1364 MÉROU PINTADE: 1171 SÉLAR COULISOU: 1050 MAFOU: 755 VIVANEAU MAORI: 689 VIVANEAU FLAMME: 671 SIGANUS SUTOR : 667 EMPEREUR MORIS: 562 SÉRIOLE CHICARD: 520 VIVANEAU BOURGEOIS: 519 EMPEREUR TIDENTS: 388 MÉROU POINTILLÉ: 346 VIEILLE ANANAS: 325 EMPEREURS NCA: 217 MÉROU FARAUD: 198</p>	MD	<p>PIEUVRES, POULPES NCA: 33837 MÉROU MALABAR: 10553 EMPEREUR MAHSENA: 8859 GROS POULPE BLEU: 7926 LANGOUSTES TROPICALES: 7819 THAZARD RAYÉ INDO-PACIFIQUE: 6516 VIVANEAU RUBIS: 4218 ALBACORE: 4022 SÉLAR COULISOU: 4005 VIVANEAU JOB: 3295 VIVANEAU ROUILLÉ: 2704 VIVANEAU TETU: 2384 CALMAR TONNELET: 2345 EMPEREUR TATOUÉ: 1845 MÉROU PINTADE: 1812 THAZARD-BÂTARD: 1560 VIVANEAU BOURGEOIS: 1431 CARANX TILLE: 1159 CALMARS: 1104 EMPEREUR TIDENTS: 850 MÉROU POINTILLÉ: 754 EMPEREUR MORIS: 622 SÉRIOLE CHICARD: 520 LANGOUSTE FOURCHETTE: 517 VIVANEAU DES MANGROVES: 274 VIVANEAU MAORI: 271 EMPEREUR BEC-DE-CANE: 258 SIGANUS SUTOR: 240</p>

	<p>MÉROU PLATE GRISE: 172 CARANX TILLE: 85 EMPEREUR TATOUÉ: 65 VOILIER INDO-PACIFIQUE: 57 BARBODES BALLEROIDES: 33 MÉROU LONGUES ÉPINES: 26 EMPEREUR BEC-DE-CANE: 19 PERROQUET BARBE BLEUE: 16 CORYPHÈNE COMMUNE: 9 MÉROU GATEAU DE CIRE: 6 MÉROU ORIFLAMME: 5 SARGUE DORÉ: 2</p>		<p>PERROQUET BARBE BLEUE: 174 CORYPHÈNE COMMUNE: 158 MÉROU FARAUD: 132 VIEILLE ANANAS: 73 MÉROU PLATE GRISE: 65 MAFOU: 63 BARBODES BALLEROIDES: 60 MÉROU LONGUES ÉPINES: 49 MÉROU ORIFLAMME: 27 COLAS FIL: 23 COMÈTE SAUMON: 20 EMPEREUR LENTILLE: 20 VIEILLE DE CORAIL: 14 VOILIER INDO-PACIFIQUE: 14 MÉROU COMÈTE: 5 SARGUE DORÉ: 1</p>
GRD	<p>PERROQUETS NCA: 24147 POISSONS MARINS NCA: 7236 LUTIANIDÉS NCA: 5022 MÉROU COURONNÉ: 4096 CORYPHÈNE COMMUNE: 700 MARIGNAN SABRE: 502 CHINCHARD D'EUROPE: 400 LANGOUSTE BLANCHE: 300 HAEMULON PLUMIERI: 100 MÉROU (MYCTEROPERCA): 30 PIEUVRES, POULPES NCA: 25</p>	GRD	<p>PERROQUETS NCA: 22316 MÉROU COURONNÉ: 7031 LUTIANIDÉS NCA: 1375 POISSONS MARINS NCA: 903 MARIGNAN SABRE: 425 CONE OUATALIBI: 225 CHIRURGIEN NOIR : 10</p>
		GB	<p>ARAIGNEE DE MER D'EUROPE: 25496 BAR COMMUN: 4478 BARBUE: 1216 BAUDROIE: 2167 BUCCIN: 26800 CALMARS : 2597 CALMARS, ENCORNET nca: 23827 CARDINE FRANCHE: 6 CHINCHARD COMMUN: 83683 CHINCHARD D'EUROPE: 632 CONGRE COMMUN: 3975 DIV.RAIES: 22 DORADE ROYALE: 418 EGLEFIN: 5442 EMISSOLE LISSE: 10402 ÉMISSOLE TACHETÉE: 18602 ENCORNET: 135795 ENCORNET ETOILE: 1068 FANFRE NOIR: 220 FLET D'EUROPE: 8135</p>

		GERMON: 178801 GRANDE VIVE: 2155 GRISSET 34041 GRONDIN GRIS (ATL.E): 4556 GRONDIN PERLON : 120503 GRONDIN ROUGE: 59442 GRONDINS CAVILLONES NCA : 2470 HARENG COMMUN: 2163 HOMARD D'EUROPE: 38324 LIEU JAUNE: 58924 LIEU NOIR: 255 LIMANDE COMMUNE: 53339 LIMANDE-SOLE COMMUNE: 8260 LINGUE FRANCHE: 1649 LOUPS NCA: 2 MAQUEREAU COMMUN 140249 MERLAN: 337977 MERLU D'EUROPE: 3242 MORUE COMMUNE (CABILAUD) 1078 MULETS D'EUROPE: 3535 ORMEAU ROUGE: 25 PAGEOT ROSE (DORADE ROSE): 213 PETITE ROUSSETTE: 10161 PLIE COMMUNE 10184 PLIE GYNOGLOSSE (ATL.N.): 164 POISSONS MARINS NCA: 122 RAIE BOUCLEE 11603 RAIE BRUNETTE 508 RAIE DOUCE: 5489 RAIE LISSE: 92692 REQUIN-HA (HA) 110 ROUGET DE ROCHE: 204800 ROUGET DE VASE: 2907 ROUSSETTE NCA: 139 SAINT-PIERRE: 3520 SARDINE COMMUNE : 9564 SEICHE COMMUNE: 11209 SEICHES:2330 SOLECOMMUNE: 152 SOLE-POLE: 21 SQUALES ET EMISSOLES NCA : 54
--	--	--

			TACAUD COMMUN: 103324 TOURTEAU D'EUROPE: 77870 TURBOT: 556 VIVES: 43
--	--	--	---

Please fill-in the table below (transhipments):

Transhipments in 2020		Transhipments in 2021	
Flag of the third country vessel ¹⁴	Transhipped quantities by species	Flag of the third country vessel ¹⁵	Transhipped quantities by species
/	0	/	0

3.6. Has your country recorded any case of non-compliance by third country fishing vessels with the provisions of Articles 6 (prior notice) and 7 (authorisation) of the IUU Regulation?

Yes No

If yes, please detail the nature of the infringement and the measures taken / sanctions applied:

In 2020: /

In 2021: Au début de l'année en raison du Brexit, certains navires britanniques ne respectaient pas la réglementation INN. Certains préavis de débarquement ne contenaient pas de certificat de capture ou le formulaire de notification préalable ou de déclaration de débarquement, qui est exigé au titre de la réglementation INN, n'était pas fourni. La réglementation liée aux formalités NEAFC (PSC) n'était pas non plus toujours respectée.

En début d'année 2021, le CNSP a effectué des rappels directement auprès des armements et des capitaines. Des mails ont été envoyés et une phase de pédagogie a dû être réalisée pendant les premiers mois de 2021.

3.7. Since January 2020, has your country denied access to its ports to a fishing vessel for port services, landing or transhipment of fishery products based on the conditions of the IUU Regulation?

Yes No

If yes, please describe the case for each vessel concerned (please include the flag of the vessel and its name) and detail the reasons for the denial:

In 2020: /

In 2021: La France a refusé l'accès à un port désigné à certains navires britanniques qui n'étaient pas en conformité avec la réglementation INN (documents manquants, non-respect du délai de notification préalable, etc.)

3.8. Do you have cases of third country fishing vessels landing in your ports with the landed products destined to another Member State? [Article 19.3 of the IUU Regulation]

¹⁴ ISO Alpha-2 country codes.

¹⁵ ISO Alpha-2 country codes.

Yes

No

If yes, please indicate the number of landings meant for transit:

In 2020: /

In 2021: Certains débarquements de captures de navires britanniques en France, étaient destinées au marché néerlandais, mais il demeure difficile de connaître la destination finale du produit puisque la transmission de cette information n'est pas obligatoire.

3.9. In order to identify the vessels to be subject to port inspection, do you use risk assessment criteria [cf. benchmarks for port inspections, Article 4 of Regulation (EC) No1010/2009]?

Yes

No

Not applicable (e.g. in the absence of landings/transhipments from third countries)

If yes, please detail, in order to reach the objective of 5% of landing and transhipment operations as set in Article 9.1 of the IUU Regulation, which benchmarks you use and rank them:

- Si le navire de pêche n'a pas été contrôlé au port de l'État membre au cours des 3 derniers mois ;
- si le débarquement des produits de la pêche proviennent d'espèces à haute valeur commerciale ;
- si la notification préalable, requise en vertu de l'article 6 du règlement (CE) no 1005/2008, n'a pas été transmise en temps utile ou si les informations sont incomplètes.

Section 4. Information on catch certification scheme for importation for the purpose of the IUU Regulation¹⁶

4.1. How many catch certificates¹⁷ from non-EU countries were submitted to the authorities of your country from 1 January 2020 until 31 December 2021? Please complete the following table by flag State validating the catch certificates, including in cases catch certificates are accompanied by processing statements.¹⁸ Please only provide information on catch certificates accompanying the consignments to be imported in your country; for consignments meant for transit to another Member State (Article 19.1 of the IUU Regulation), please see the question 4.7. of this questionnaire.

Comme précisé lors du dernier rapport bisannuel, et dans l'attente de la mise en production de l'outil informatique CATCH, il n'existe pas de base nationale ou européenne permettant de recenser électroniquement les certificats de capture et annexes de transformation présentés à l'importation. Il est donc impossible de connaître précisément le nombre de certificats présentés en France.

Les certificats de capture sont mentionnés par les opérateurs sur leurs déclarations en douane au moyen de « codes-documents ». Le nombre d'articles des déclarations en douane qui reprennent un de ces codes-documents a donc été recensé.

Toutefois, un article de déclaration peut reprendre plusieurs certificats de capture, et à l'inverse, plusieurs articles peuvent reprendre un même certificat de capture. Les chiffres transmis ne sont donc pas totalement exhaustifs.

De plus, concernant la répartition par États tiers, la donnée reprise est l'origine douanière du produit. Celle-ci ne correspond pas automatiquement au pavillon du navire de capture ni au pays de délivrance du certificat (cas de certains produits transformés dans un pays différent du pavillon du navire de pêche).

Pour plus de détail, se référer à l'annexe 3.

NB : L'année 2021 voit apparaître les flux du Royaume-Uni qui augmentent considérablement le nombre de certificats de capture traités (cf. annexe 1 – année 2021).

4.2. From the number above, how many recognised RFMO catch certificates (Annex V to Commission Regulation 1010/2009) accompanied consignments destined to your country? Please detail per RFMO certificate and year.

De la même manière que pour les certificats de capture, les chiffres sont extraits de la base d'archivage du système de télédéclaration où sont déposées les déclarations en douane. Ces chiffres reprennent le nombre d'articles de déclarations d'importation traitées en 2020 et 2021.

Concernant le thon rouge du Sud (CCSBT), il n'existe pas de code document intégré par la DG TAXUD. Par conséquent, les documents issus du schéma de documentation des captures de la CCSBT ne sont pas appelés à être contrôlés par les services douaniers et ne sont jamais présentés en lieu et place d'un certificat de capture.

Enfin, ces données ne reflètent pas la réalité des flux d'importation de thon rouge, de thon obèse et de légine puisque la réglementation INN permet la présentation d'un certificat/document prévu par l'ORGP compétente en lieu et place des documents de capture prévus par le règlement n°1005/2008, en application de la règle de l'équivalence.

¹⁶ Section to be filled-in by all Member States.

¹⁷ Please provide only the number of catch certificates i.e. not the number of all transactions (imports/declarations) where the same certificates have been (re)used.

¹⁸ If catch certificates are submitted only for transshipment purposes, please specify.

RFMO document	2020	2021
<i>ICCAT (electronic)-bluefin tuna catch document</i>	11	10
<i>Dissostichus spp. (CCAMLR)</i>	356	309
<i>CCSBT CDS</i>	/	/
Total	367	319

4.3. How many catch certificates from EU Member States (including from your country) were presented to the authorities of your country from 1 January 2020 until 31 December 2021?

Les seuls certificats de capture reçus par les bureaux de douane, en provenance d'un État membre de l'UE, sont les certificats délivrés par les autorités françaises à deux entreprises pêchant avec un navire français dans la mer territoriale de Côte d'Ivoire ou au large de l'île Maurice, pour lesquels les produits sont ensuite importés en France.

- 2020 : 12 certificats français pour une capture en ZEE Côte d'Ivoire

- 2021 : 5 certificats français pour une capture en ZEE Côte d'Ivoire et 1 en ZEE Maurice.

4.4. From the number above, how many recognised RFMO catch certificates from EU Member States accompanied imports into your country? Please detail per RFMO certificate and year.

RFMO document	2020	2021
Total	/	/

4.5. How many processing statements (Article 14.2) were submitted to the authorities of your country from 1 January 2020 until 31 December 2021? Please provide details per year and per processing country.

Ces données sont extraites de la base d'archivage des déclarations en douane. Les chiffres correspondent aux articles de déclarations d'importations déposées en 2020 et 2021 sur lesquelles l'opérateur a mentionné le code C673 (certificat de capture) et portant sur le chapitre 16 (produit transformé).

En l'absence de base de recensement, il n'est pas possible d'identifier précisément les produits transformés dans un État autre que l'État du pavillon. **Pour le détail pays par pays, voir l'annexe 4.**

4.6. Please indicate if you retain and record the information contained in processing statements referring to the corresponding catch certificates (quantity management):

Yes

No

Not applicable (e.g. in the absence of processing statements received from non-EU countries in 2020-2021)

Dans l'attente de la mise en production de l'outil communautaire CATCH, il n'existe pas de base nationale ou communautaire permettant de recenser ou d'enregistrer les annexes de transformation. Les annexes de transformation, tout comme les certificats de capture, sont conservées par les opérateurs, comme le prévoit l'article 51 du Code des douanes de l'Union.

Les services de dédouanement gardent cependant une copie dématérialisée des documents de capture, tels que transmis par l'opérateur à l'occasion de la notification préalable.

4.7. Do you have cases where third country fishery products arriving to your country (entry point) were destined to another Member State? [Article 19.1 of the IUU Regulation]

Yes No

If yes, please indicate the number consignments meant for transit:

In 2020: /

In 2021: /

4.8. Has your country received requests to authorise APEOs¹⁹ in 2020-2021?

Yes No

If yes, how many requests has your country received and how many APEOs have been authorised?

4.9. Has your country adopted administrative rules referring to the management and control of APEOs in 2020-2021?

Yes No

X Not applicable (e.g. absence of APEO request)

If yes, please detail:

4.10. Has your country validated re-export certificates for products imported from 1 January 2020 until 31 December 2021?

Yes No

If yes, how many re-export certificates? Please detail per year and, if possible, per destination country:

Destination country (non-EU) ²⁰	2020	2021
<i>Suisse</i>	47	30
<i>Équateur</i>	11	5
<i>Terres Australes Francaises</i>	11	37
<i>Chine</i>	10	21
<i>Japon</i>	10	8
<i>Vietnam</i>	4	1
<i>Hong-kong</i>	3	2
<i>USA</i>	2	0
<i>Maroc</i>	1	0
<i>Singapour</i>	1	2
<i>Thaïlande</i>	1	0
<i>Taiwan</i>	0	3
<i>Madagascar</i>	0	1

¹⁹ Approved Economic Operators – IUU Regulation, Article 16 and Implementing Regulation (EC) 1010/2009, Chapter II

²⁰ ISO Alpha-2 country codes.

Destination country (non-EU) ²⁰	2020	2021
<i>Maurice</i>	0	1
<i>Royaume-Uni</i>	0	18
Total	101	129

4.11. Does your country monitor if the catches for which your country has validated a re-export certificate actually leave the EU?

Yes *No*

Not applicable (e.g. in the absence of validation of re-export certificates in 2020-2021)

If yes, please detail:

Le visa du certificat de réexportation est effectué par le service douanier localement compétent lors des formalités douanières d'exportation. La sortie de l'UE est donc bien vérifiée. En effet, le bureau de douane de sortie doit s'assurer que les marchandises régulièrement déclarées à l'exportation ont bien quitté le territoire de l'UE.

Le système communautaire ECS facilite la preuve de la sortie effective de la marchandise quand le bureau d'exportation n'est pas le bureau de sortie. Il atteste par voie électronique la sortie de l'UE.

4.12. Has your country established any IT tools to monitor the catch certificates and processing statements accompanying imports?



If yes, does it include a module for re-exportation of imported catches?

Yes *No*

4.13. Does your country implement the provisions regarding transit under Article 19.2 at the point of entry or the place of destination?

At the point of entry *At the place of destination* *Not implemented*

Dans le cas d'un transit à l'intérieur du territoire, la France a fait le choix de contrôler le certificat de capture au lieu de destination finale.

Section 5. Information on catch certification scheme for exportation²¹**5.1. Have you established a procedure for validation of catch certificates for exportation of catches from own vessels in accordance with Article 15?**

Yes *No*

Not applicable (e.g. in the absence of validation of catch certificates for exportation in 2020-2021)

If yes, please explain briefly the established procedure and answer questions 5.2 to 5.5.

Deux manuels de remplissage des certificats de capture ont été élaborés par le PNCC : l'un à destination des professionnels, et l'autre à destination du personnel en charge de la validation des documents. Le premier manuel est public et diffusé sur le site du Ministère de la Mer, le second est une procédure interne non publiée. Celle-ci reprend toutes les étapes de vérification d'un certificat de capture, notamment:

- Les informations relatives au navire (numéro d'immatriculation, numéro OMI, port d'attache, etc.) ;
- La validité des licences de pêche ;
- La zone de capture sur la base des données VMS ;
- Le respect des obligations déclaratives via les données du journal de pêche ;
- Le respect des mesures de gestion et de conservation applicables à la zone de pêche ;
- La signature du certificat par le capitaine ou son représentant ;
- Le remplissage des informations relatives à l'exportateur.

En raison de son caractère sensible en Guyane, l'export de vessies natatoires fait l'objet d'une attention particulière. Dans le cadre de leurs obligations déclaratives, il est demandé aux pêcheurs d'inscrire toutes les captures de vessies natatoires qu'ils ont effectuées, par espèce. Chaque exportateur doit accompagner sa demande de certificat de capture d'une copie de la déclaration de capture, puis un contrôle de régularité et de traçabilité est réalisé par le service de surveillance et de contrôle des activités maritimes et fluviales avant la validation des certificats de capture.

5.2. Have you validated catch certificates for exportation in 2020-2021 in accordance with Article 15?

Yes *No*

If yes, how many catch certificates did you validate from 1 January 2020 to 31 December 2021? Please provide details per requesting third country/country of destination in the following table:

Destination State ^{22, 23}	Year	
	2020	2021
GB		2126
BA	10	
VN	2	36
JP	4	14

²¹ Section to be filled-in by flag Member States.

²² ISO Alpha-2 country codes.

²³ It is recommended that the validation of a catch certificate for exportation takes place when the country of destination is known.

PE	6	
MA	25	13
NO		11
MX		10
PT		10
AL	24	8
PL		7
CN	10	7
TH	1	7
SG		5
ES		4
US	14	4
RE		3
NL		3
IT		2
ID		2
CL		1
Destination inconnue	92	105
Total	188	2378

5.3. Have you established any IT tool to monitor the catch certificates you have validated for fish caught by your own vessels?

Yes No

5.4. Do you monitor that the catches for which you have validated catch certificates actually leave the EU?

Yes No

Not applicable (e.g. in the absence of validation of catch certificates for exportation in 2020-2021)

Le bureau de douane s'assure que la marchandise déclarée à l'export a effectivement quitté le territoire de l'UE.

5.5. Has your country refused the validation of a catch certificate between 1 January 2020 and 31 December 2021?

Yes No

Not applicable (e.g. in the absence of request for validation of catch certificates for exportation in 2020-2021)

If yes, please detail:

Number (per year):

- 2020 : 5

- 2021 : 34

Reason: erreurs dans les déclarations de capture ou dans les certificats de capture, non-respect des obligations déclaratives, utilisation du mauvais formulaire CERFA.

Follow-up: validation d'un nouveau certificat de capture qui respecte la réglementation applicable, rappel de la réglementation, ou transmission à la DDTM/DML du quartier d'immatriculation du navire pour suites à donner en cas de constat d'infraction.

Section 6. Information on checks and verifications of catch certificates and related documents according to Articles 16.1 and 17.1-5 of IUU Regulation²⁴

6.1. Has your country established a procedure for checks of catch certificates in accordance with Article 16.1?

Yes *No*

If yes, please detail:

La douane est chargée du contrôle des certificats de capture à l'importation. La dernière instruction de contrôle a été diffusée aux services en décembre 2019. Dès la réception des documents transmis par l'opérateur dans le cadre de la notification préalable, le service douanier procède au contrôle de conformité en consultant la base CIRCABC (contrôle de la conformité et de l'authenticité des cachets et des autorités de validation) et en vérifiant l'absence du navire des listes INN ou d'une éventuelle alerte communautaire. Il vérifie, par ailleurs, la cohérence du certificat de capture présenté. Ces contrôles sont effectués pour tous les certificats de capture reçus en pré notification.

L'analyse de risque est faite avant le dépôt de la déclaration en douane. Des profils de ciblage peuvent alors être mis en place : soit un risque est identifié, dans ce cas la déclaration est bloquée par le système automatisé de dédouanement. L'opérateur doit présenter l'original du certificat ainsi que les documents annexes au service douanier (contrôle ex-ante). Soit aucun risque n'est identifié : dans ce cas le contrôle de l'original peut s'effectuer dans un délai de quatre mois après le dédouanement (contrôle ex-post). Que ce soit en ex-ante ou en ex-post, les services douaniers auront à terme pu contrôler l'intégralité des originaux des certificats de capture.

En l'absence d'anomalie, le service vise le document original. En cas d'anomalie relevée sur le certificat, le service douanier saisit le Bureau de Liaison Unique (BLU) pour analyse. Le BLU décide de l'opportunité de conduire ou non une demande vérification auprès de l'État émetteur du certificat. Ces vérifications sont conduites dans le strict respect de la réglementation INN : un premier délai de 15 jours est laissé à l'autorité du pays tiers, et si à l'issue de ce premier délai aucune réponse n'est parvenue, un second délai de 15 jours court. Les vérifications envoyées par le BLU sont faites sous forme de courrier officiel, envoyé par voie électronique, qui est argumenté et détaille les raisons d'une telle saisine. Les autorités du pays tiers concerné sont informées qu'en cas d'absence de réponse ou de non-conformité avérée des documents, un refus d'importation sera prononcé.

Dans le cas d'un contrôle ex-ante, la marchandise est bloquée par les services douaniers dans l'attente des résultats et fait l'objet d'un refus d'importation en cas de fraude avérée. Si les marchandises sont à date limite de conservation courte, une procédure spéciale de libération anticipée est prévue par l'instruction de contrôle INN. Le service de dédouanement informe le service central des douanes du caractère périssable des marchandises, qui peut alors autoriser le service à libérer les marchandises avant la réponse du BLU. Cette libération est conditionnée par la présence d'un document sanitaire commun d'entrée (DSCE) valide. Dans une telle situation, si le BLU confirme la non-validité du certificat de capture, l'infraction est constatée et une saisie "en échappée" est effectuée : l'opérateur est ainsi condamné à payer une somme égale à la valeur représentée par lesdites marchandises en plus d'éventuelles poursuites.

Dans le cas d'un contrôle ex-post, une sanction administrative ou une amende sera prononcée contre l'opérateur si la fraude est établie, sans préjudice d'éventuelles poursuites pénales.

6.2. Do you check all catch certificates in light of the information provided in the notifications received from the flag States in accordance with Article 20 (i.e. if all required data are provided in a catch certificate and if these data correspond to the notification from the flag State in question)?

Yes *No*

²⁴ Section to be filled-in by all Member States

If no, please provide the following:

- risks identified in 2020 and 2021 on the basis of risk management used (i.e. for risk-based targeting of catch certificates to be checked); and
- number of catch certificates checked, respectively:

Please fill-in the table below:

Flag State (EU or non-EU) ²⁵	2020		2021	
	Overall number of catch certificates received	Number of catch certificates <u>checked</u>	Overall number of catch certificates received	Number of catch certificates <u>checked</u>
Se référer à l'annexe 3 pour les détails des certificats de captures.				

What do you check in catch certificates in accordance with Article 16.1? Please describe: se référer à la réponse à la question 6.2

6.3. Has your country established a procedure for verification of catch certificates for importation in accordance with Article 17.2?

²⁵ ISO Alpha-2 country codes.

6.4. Do you verify all catch certificates linked to consignments of fishery products intended for importation into the EU or do you verify only part of the catch certificates by applying (or not) risk management?

- All* *Only part by applying risk management*
 Only part without applying risk management *No verifications*

6.5. If you apply risk management to verifications (Article 17.3), do you use Union (Article 31 of Commission Regulation (EC) 1010/2009) or national criteria for identification of risks on which verifications shall focus?

Se référer à la réponse à la question 6.3

- Union criteria* *National criteria*

If you apply Union criteria, please detail the methodology used (and which criteria are used always/regularly, often, occasionally, never):

If you apply national criteria, please detail them and the methodology used:

6.6. Please provide information on the risks identified in 2020 and 2021 respectively (Article 32 of Commission Regulation (EC) 1010/2009) on the basis of the criteria used. Please also provide information on whether all consignments identified as risky have been covered by verifications. If this is not the case, please specify the percentage of consignments identified as risky that have been covered by verifications and the reasons of such situation.

Se référer à la réponse à la question 6.3

6.7. How many catch certificates have been verified by your administration from 1 January 2020 until 31 December 2021? Please specify, separately for each year:

Please reply to the following questions:

- How many catch certificates have you verified in the context of the application of Article 17.4?
- How many catch certificates have you verified on the basis of risk identified in accordance with Article 17.3?

- How many catch certificates have been verified at random (Article 17.5)?

6.8. Does your country also physically verify the consignments?



Section 7. Assistance requests to third countries²⁶

7.1. Have you sent assistance requests for verifications under Article 17.6 of the IUU Regulation to other flag States' authorities in 2020-2021?

Yes No

If yes, how many assistance requests for verifications? Note: please provide separate data for 2020 and 2021:

Flag States ²⁷	No of assistance requests for verifications 2020	Justification	No of assistance requests for verifications 2021	Justification
AU	2020-02-25 VR-AU	Cachet et signature des autorités australiennes différents de ceux contenus dans la base SMS		
AR			2021-10-29 VR-AR	Signature des autorités qui diffère de celle contenue dans la base SMS
CL	2020-02-06 VR-CL	Cachet et signature des autorités chiliennes différents de ceux contenus dans la base SMS		
CH	2020-03-17 VR-CH	Alerte communautaire concernant l'annexe de transformation (usine)	2021-10-06 VR-CH	Alerte communautaire concernant l'annexe de transformation (usine)
	2020-05-25 VR-CH	Fourniture d'une copie du certificat alors que tous les produits de la pêche ont été transformés		
EG	2020-01-09 VR-EG	Informations manquantes relatives au navire de pêche, dans le certificat de capture	2021-01-21 VR-EG	Analyses en laboratoire réalisées à l'importation qui démontraient que les produits étaient issus de l'aquaculture alors que le certificat indiquait une pêche en mer
GD	2020-10-06 VR-GRD	Cachet et signature non présents dans la base SMS, quantités des captures non renseignées dans le certificat, et absence de signature de l'importateur		
ID	2020-01-10 VR-ID	Signature des autorités indonésiennes différente de celle contenue dans la base SMS	2021-12-13 VR-ID	Cachet des autorités différent de celui contenu dans la base SMS
	2020-09-18 VR-ID	Doutes quant à la légalité des captures présentes dans		

²⁶ Section to be filled-in by all Member States

²⁷ ISO Alpha-2 country codes.

Flag States²⁷	No of assistance requests for verifications 2020	Justification	No of assistance requests for verifications 2021	Justification
		le certificat (date de la marée, espèces pêchées, etc.)		
IN			2021-07-01 VR-IN	Absence de signature et de cachet sur le certificat
JM	2020-09-29 VR-JM	Cachet des autorités jamaïcaines non présent dans la base SMS	2021-10-26 VR-JM	Cachet des autorités différent de celui contenu dans la base SMS
MA	2020-07-20 VR-MA	Cachet des autorités diffère de celui contenu dans la base SMS, et pages manquantes du certificat de capture		
MX	2020-02-10 VR-MX	Demande de compléments de certificats de capture dans le cadre d'une enquête douanière depuis 2015 relative aux importations de thon rouge mexicains		
MZ	2020-08-19 VR-MZ	Cachet des autorités diffère de celui contenu dans la base SMS, et informations relatives au transport manquantes dans le certificat de capture		
NA			2021-03-25 VR-NA	Alerte communautaire concernant l'opérateur
			2021-08-26 VR-NA	Alerte communautaire concernant l'opérateur
			2021-11-26 VR-NA	Alerte communautaire concernant l'opérateur
PE	2020-02-11 VR-PE	Cachet des autorités diffère de celui contenu dans la base SMS		
RU	2020-04-30 VR-RU	Suspensions de falsification des certificats		
	2020-07-17 VR-RU	Doutes quant à la validité du certificat en raison de sa date de validation		
LK	2020-02-21 VR-SK	Doutes quant au nom du navire de pêche, de l'exportateur, et suspensions de falsification des certificats		
TN	2020-01-24 VR-TN	Doute quant à la validité du certificat, et quant à la validité de la licence de pêche ICCAT		

Flag States ²⁷	No of assistance requests for verifications 2020	Justification	No of assistance requests for verifications 2021	Justification
US			2021-03-30 VR-US	Présentation de deux certificats de capture identiques
			2021-12-07 VR-US	Doutes quant aux dates de capture très éloignées par rapport à la date d'importation
VZ	2020-02-28 VR-VZ	Espèces indiquées dans le certificat ne concordent pas avec ce qui a été réellement débarqué	2021-11-02 VR-VZ	Espèces indiquées dans le certificat ne concordent pas avec ce qui a été réellement débarqué
VN	2020-12-09 VR-VN	Doutes quant à l'origine des captures	2021-04-22 VR-VN	Noms des navires absents du certificat de capture
YE	2020-01-23 VR-YE	Alerte communautaire concernant l'établissement, et informations manquantes dans le certificat (nom et numéro du navire)	2021-07-30 VR-YE	Cachet des autorités diffère de celui contenu dans la base SMS
Total		20		14

7.2. How many assistance requests for verification were not replied to by the other flag States' authorities within the deadline provided in Article 17.6 of the IUU Regulation? In these cases, do you send a reminder to the authorities of the country in question? Could you please specify when the assistance request, despite reminder(s), remained unanswered? What measures have you taken in that case (i.e. denial of importation) [Please provide separate data for 2020 and 2021]

2020 : deux assistances mutuelles pour lesquelles des réponses n'ont pas été fournies par les autorités des pays tiers contactés (2020-02-10 VR-MX et 2020-01-23 VR-YE). Une fois le premier délai de quinze jours écoulé, un rappel est toujours envoyé et un nouveau délai de quinze jours est octroyé. Pour le cas du Mexique, l'absence de retour des autorités a conduit à une enquête douanière plus approfondie et à un contentieux, coordonné par la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières. Pour le cas du Yémen, un refus d'importation a été prononcé.

2021 : assistance mutuelle n°2021-11-26 VR-NA pour laquelle aucune réponse n'a été fournie malgré la relance envoyée une fois le délai réglementaire de quinze jours écoulé. Un refus d'importation a été prononcé.

7.3. Was the quality of the answers provided overall sufficient to satisfy the assistance request? If no, please explain why the quality was not sufficient, and the measures you have taken in such case(s).

De façon générale, les réponses dépendent des États : certains États fournissent des lettres détaillées en expliquant la raison du problème constaté par les douanes françaises, en fournissant des documents attestant de la validité des documents litigieux, des copies des signatures ou cachets qui n'étaient pas encore présents dans la base SMS, etc. D'autres autorités d'États tiers répondent très succinctement en validant le document, via un simple e-mail.

7.4. Have you sent assistance requests to other countries than the flag State? If yes, please specify the number, the reasons and the countries concerned, and the quality of the feedback provided.

- Chine, assistance mutuelle n°2020-03-17 VR-CH et n°2021-10-06 VR-CH : en raison de l'alerte communautaire envoyée par la DG MARE portant sur l'usine de transformation des produits de la pêche. Réponse très détaillée de la part des autorités chinoises.
- Chine, assistance mutuelle n°2020-05/25 VR-CH : l'opérateur n'a pas été en mesure de présenter l'original du certificat de capture lors de l'importation, en arguant que la Chine a dû conserver les originaux. Les autorités chinoises ont répondu ne pas détenir les originaux, le dossier a donc été réglé directement auprès de l'importateur en lien avec les services douaniers.

7.5. Have you been using IT systems developed by third countries allowing for a full or partial verification of catch certificates and how many verifications were made through these systems (approximately)?

Les bureaux de douane utilisent certaines bases de données électroniques développées par les États tiers pour vérifier les informations contenues dans les certificats de capture. C'est notamment le cas pour les certificats validés par la Turquie, les États-Unis ou encore l'Inde. Malgré les demandes répétées auprès des autorités russes compétentes, la plate-forme en ligne permettant la vérification des certificats de captures russes n'est toujours pas accessible aux services douaniers français.

Section 8. Information on refusal of importations (Article 18 of the IUU Regulation)²⁸

8.1. Has your country refused any imports from 1 January 2020 until 31 December 2021? Note: please only consider refusals based on the IUU Regulation, not for other reasons e.g. Food Safety legislation, Customs legislation, etc.

Yes No

If yes, please provide details in the table below:

Reason for refusal of importation	2020		2021	
	Flag State ²⁹	No.	Flag State ³⁰	No.
Non-submission of a catch certificate for products to be imported.				
The products intended for importation are not the same as those mentioned in the catch certificate.				
The catch certificate is not validated by the notified public authority of the flag State				
The catch certificate does not indicate all the required information.	YE	2020-01-23 VR-YE		
The importer is not in a position to prove that the fishery products comply with the conditions of Article 14.1 or 2.				
A fishing vessel figuring on the catch certificate as vessel of origin of the catches is included in the EU IUU vessel list or in the IUU vessel lists referred to in Article 30.				
The catch certificate has been validated by the authorities of a flag State identified as a non-cooperating State in accordance with Article 31				
Further to the request for verification (Article 18.2)			NA	2021-11-26 VR-NA

8.2. If the answer to 8.1 is yes, what measures were taken by your authorities in relation to the consignments refused (Article 18.3)?

²⁸ Section to be filled-in by all Member States

²⁹ ISO Alpha-2 country codes.

³⁰ ISO Alpha-2 country codes.

Suite à la constatation de l'infraction d'importation sans certificat de capture, les marchandises sont saisies sur la base du Code des douanes :

- La saisie des marchandises peut s'effectuer de façon réelle. Dans ce cas, si elles sont viables d'un point de vue sanitaire (DSCE valide), elles sont données à des associations caritatives (Arrêté du 4 mars 2013 portant réforme des conditions de cession et de destruction par le service des douanes des objets confisqués ou abandonnés par transaction).
- Lorsque les marchandises ne sont plus présentes physiquement au bureau de douane, une saisie fictive (appelée aussi saisie en échappée) est réalisée sur la base du Code des douanes. L'opérateur est alors condamné à payer une somme égale à la valeur représentée par les marchandises importées sans certificat de capture, en plus d'une éventuelle amende.

8.3. In case of refusal of importation, did any operator contest the decision of the authorities of your country?

Yes

No

If yes, please detail:

Comme suite à l'alerte communautaire n°NA_NAM_001, la douane (cellule INN du Havre) a adressé une demande de vérification au BLU pour le certificat de capture n°NAM/MFMR/WB15/2021-0318 mentionnant des navires namubiens suspectés de pêche INN. Conformément à la procédure, le BLU a demandé aux autorités namubiennes de certifier la conformité du certificat présenté. Sans réponse dans le délai réglementaire de deux fois 15 jours, la DGAMPA a notifié par courrier du 29 décembre 2021 à la DGDDI un refus d'importation sur les marchandises concernées par le certificat précité. Le procès-verbal de saisie de la marchandise a été signé le 7 février 2022. Toutefois, l'opérateur s'oppose au constat de refus d'importation. En mars 2022, le dossier a alors été transmis au service contentieux de la Direction Régionale des douanes du Havre. Actuellement, le dossier est en cours de traitement.

Section 9. Information on trade flows³¹

Please provide information, based on your statistical data, concerning any important change of trade patterns in imports of fishery products into your country since the last reporting period covering 2018-2019:

Aucun changement significatif constaté.

Section 10. Information on mutual assistance³²

10.1. Since the last reporting exercise covering the period 2018-2019, how many mutual assistance messages of the Commission (DG MARE B4) has your country replied to?³³

Please provide separate data for 2020 and 2021 (if any)

2020 : 7

2021 : 4

10.2. Since the last reporting exercise covering the period 2018-2019, has your country sent any mutual assistance message to the Commission/other Member States?

Please provide separate data for 2020 and 2021 (if any)

2020

2021

³¹ Section to be filled-in by all Member States

³² Section to be filled-in by all Member States

³³ Please provide the number of all replies, regardless of their content i.e. including replies which, for example, only confirmed that the request was not relevant for your country. Then please specify the number of cases where you took action and describe the actions taken.

Section 11. Information on cooperation with third countries³⁴

Apart from assistance requests in the context of verifications of catch certificates and accompanying documents foreseen under the catch certification scheme (Article 17.6), has your country had other exchanges with third countries on issues related to the implementation of the IUU Regulation, such as follow-up of cases concerning nationals, trade flows, operators, private fishing licencing, re-flagging operations, investigations of cases of IUU fishing (Article 42) and investigations of criminal activities associated to IUU fishing?

Yes

No

If yes, please detail (please provide separate data for 2020 and 2021, if any).

Globalement depuis le début de l'année 2021, le BLU français échange régulièrement avec le BLU britannique pour accéder à des documents à la suite de débarquements directs ou d'importations (notes de vente, licences de pêche des navires, coordonnées des capitaines, etc.).

Section 12. Information on nationals³⁵

For the reporting period in question, a separate call for information on nationals supporting/engaging in IUU fishing activities has been sent to the Single Liaison Offices of Member States and EFCA as part of a study on the implementation of Articles 39 and 40 of the IUU Regulation. As a result, this section of the biennial reports will be replaced for this reporting period by the more specialised call for data for the abovementioned study.

Member States are kindly asked to provide their input to the external consultant in charge of the study. The Commission will evaluate the responses of Member States and include them in its overall assessment of the biennial reports.

³⁴ Section to be filled-in by all Member States

³⁵ Section to be filled-in by all Member States

Section 13. Infractions (Chapter IX of the IUU Regulation) and Sightings (Chapter X of the IUU Regulation)³⁶

13.1. Has your country detected serious infringements as defined in Article 42 of the IUU Regulation from 1 January 2020 until 31 December 2021?

Yes *No*

If yes, please detail separately for each year the number of serious infringements, nature and sanctions applied:

Flag State of the vessel or nationality of the operator (EU and non-EU) ³⁷	Serious infringements detected in 2020:			Serious infringements detected in 2021:		
	Number	Nature	Sanctions applied	Number	Nature	Sanctions applied
Se référer à l'annexe 5 pour le détail des infractions graves par façades.						

13.2. Has your country applied or adapted its levels of administrative sanctions in accordance with Article 44?

Yes *No*

If yes, please detail:

Le niveau maximum de sanction pour les sanctions administratives est fixé à 1500€, multiplié par un coefficient en fonction de la gravité de l'infraction, de la quantité des produits de la pêche obtenus en violation de la réglementation, de l'éventuelle situation de récidive, etc. (article L946-1 CRPM).

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000022658992&cidTexte=LEGITEXT000006071367&dateTexte=20100729>

Le dispositif relatif aux infractions graves est détaillé aux articles R946-4 et suivants du CRPM. Les infractions graves sont énoncées en fonction des grandes catégories aux articles R946-5 et suivants du CRPM. Conformément à la réglementation communautaire, les critères permettant d'estimer la gravité des infractions, tels que définis à l'article 42 du règlement 1005/2008, ont été introduits dans la réglementation nationale. Pour chacune des grandes catégories d'infractions, ces critères sont définis aux articles R946-6 et suivants du CRPM.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000029979100&cidTexte=LEGITEXT000006071367&dateTexte=20200527>

Have you used criminal sanctions? If yes, please specify if in addition to or in replacement of administrative sanctions:

Les sanctions pénales pour les infractions à la pêche sont prévues aux articles L945-1 et suivants du CRPM.

https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_1c/LEGITEXT000006071367/LEGISCTA000022197421/#LEGISCTA000022199812

13.3. Has your country issued sighting reports from 1 January 2020 until 31 December 2021?

³⁶ Section to be filled-in by all Member States

³⁷ ISO Alpha-2 country codes.

Yes

No

If yes, how many sighting reports were issued by your country from 1 January 2020 until 31 December 2021?

Se référer à l'annexe 6 pour les rapports de surveillance des années 2020 et 2021 : 385 rapports de surveillance aérienne ont été réalisés au total.

13.4. Since the last reporting exercise covering the period 2018-2019, has your country received any sighting reports for vessels flying its own flag from other competent authorities?

Yes

No

If yes, please detail follow-up (in accordance with Article 50 of the IUU Regulation).

Section 14. General

14.1. During the reporting period 2020-2021, what have been the main difficulties that your country has encountered in implementing the IUU Regulation, including the catch certification scheme?

- Lors de la poursuite des infractions pour les navires battant pavillon tiers à l'UE, il existe souvent des difficultés pour obtenir des informations indispensables comme l'identité du capitaine.
- Principales difficultés relatives aux débarquements de navires britanniques en 2021 :
 - Non-respect du délai de pré-notification avant l'arrivée au port (art. 6 R(CE)1005/2008 + art. 1 R(CE) 1010/2009))
 - Non-respect des informations qui doivent être contenues dans les différents documents (annexe du R(CE) 1010/2009)
 - Communications difficiles début 2021 avec le FMC britannique
 - Difficultés pour les professionnels de remplir le PSC

Section 15. Any other comment

.....

• • •